



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 18/02/2024

Reçu en préfecture le 18/02/2024

Publié le

ID : 062-286200027-20240215-2024_01-DE



DÉLIBÉRATION

2024/01

BILAN DES ACTIONS ENTREPRISES SUITE AUX RECOMMANDATIONS DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 15 Février 2024 à 9 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

Etaient présents : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER.

Etaient absents ou excusés : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.



Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le Code des juridictions financières ;

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestions institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des comptes (CRC) des Hauts-de-France communiqué le 12 janvier 2023 ;

Vu la délibération n° 2023/01 du 9 février 2023 portant présentation du rapport de la CRC ;

Monsieur le Président rappelle au Conseil d'administration que la CRC a procédé au contrôle des comptes et de la gestion de notre établissement pour les exercices 2018 et suivants.

Il précise que, dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, le président de l'établissement public présente, dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la CRC.

Il indique que ce rapport est communiqué à la CRC, qui fait une synthèse annuelle des rapports qui lui sont communiqués. Cette synthèse est présentée par le président de la CRC devant la conférence territoriale de l'action publique. Chaque CRC transmet cette synthèse à la Cour des comptes en vue de la présentation annuelle d'un rapport.

Il expose que, eu égard aux recommandations formulées par la CRC, les actions entreprises se présentent comme suit :

RECOMMANDATIONS	ACTIONS ENTREPRISES
Rappel au droit n°1 : contrôler l'utilisation de la subvention versée à l'amicale du personnel, conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 modifiée.	Récupération des justificatifs des montants indiqués au sein du bilan financier
Rappel au droit n° 2 : mettre fin aux utilisations irrégulières des cartes d'achat au regard des dispositions du décret n° 2004-1144 du 26 octobre 2004 relative à l'exécution des marchés publics par carte d'achat.	Résiliation du contrat conclu pour les cartes achats le 10 octobre 2022 suite à la prise de la délibération n° 2022/38 du 5 juillet 2022
Rappel au droit n° 3 : procéder systématiquement à l'engagement des dépenses conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.	Une attention particulière est portée sur les engagements depuis les recommandations. Statistiques : Année 2021 : 859 Année 2022 : 1 089 (+27,82%) Année 2023 : 1 458 (soit +69,73% depuis 2022 ; +33,88% depuis 2023)
Recommandation n° 1 : produire chaque année des comptes analytiques justifiant des coûts des différentes catégories de missions au regard des financements mobilisés.	Le lancement d'une consultation pour la comptabilité analytique est prévu pour le mois de mars 2024.
Recommandation n° 2 : définir les procédures budgétaires et comptables.	Adoption de la nomenclature M57 et d'un règlement budgétaire et financier suite à la prise de la délibération n° 2022/65 du 13 décembre 2022
Recommandation n° 3 : revoir à la baisse les taux de cotisation au regard du coût réel de chaque mission dans le cadre de la production des comptes analytiques.	Abaissement depuis 2023 de la cotisation additionnelle de 0,05% suite à la prise de la délibération n° 2022/56 du 17 novembre 2022 Le lancement d'une consultation pour la comptabilité analytique est prévu pour le mois de mars 2024.

Le Conseil d'Administration,
Après avoir entendu l'exposé de son Président,
A l'unanimité des membres présents,

- ✕ *PREND ACTE* du bilan des actions entreprises par notre établissement suite au rapport d'observations définitives de la CRC présenté en Conseil d'administration le 9 février 2023.

Ainsi fait et délibéré en séance,
À BRUAY-LA-BUISSIERE, le 15 février 2024

Le Président,

Joël DUQUENOY